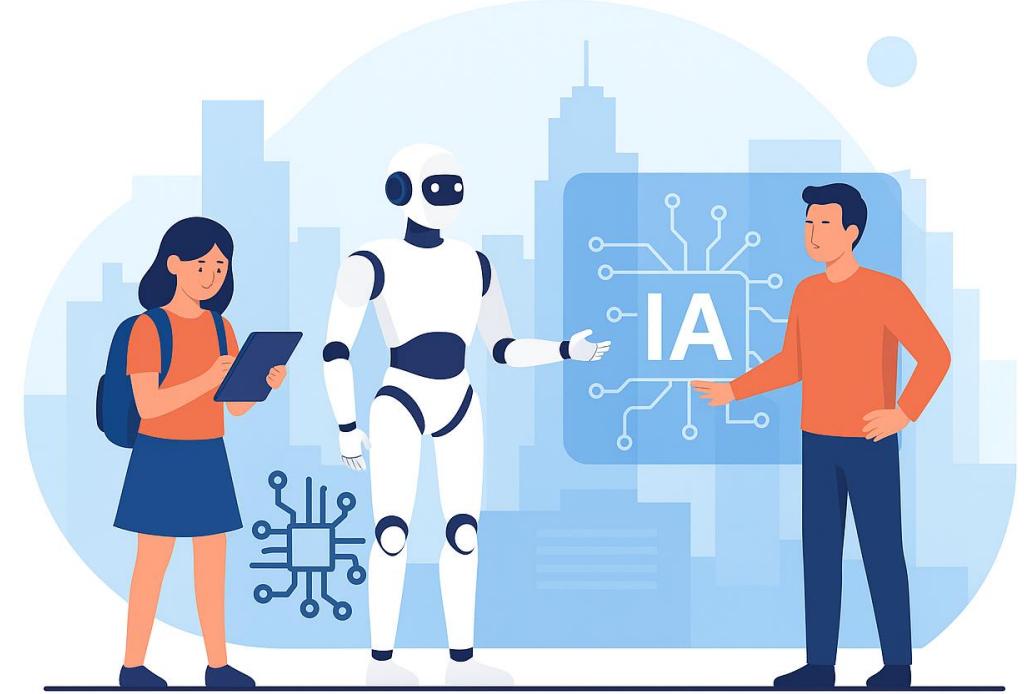
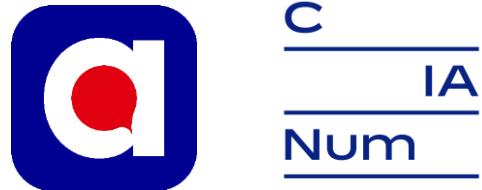


Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique : quelles priorités pour 2026 ?

Synthèse de la consultation



Service innovation et participation citoyenne / Centre interministériel de la participation citoyenne

Sommaire

1. Objectif de la consultation
2. Chiffres de participation
3. Méthode d'analyse
4. La synthèse en un regard
5. Le détail des contributions

Objectif de la consultation

Le **Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique (CIANum)** a été installé en 2025. Il succède au Conseil national du numérique mis en place en 2011.

Le CIANum est une instance indépendante qui analyse les défis posés par le numérique et l'intelligence artificielle, **ainsi que leurs conséquences sur la vie quotidienne, l'économie et les territoires**. Ses missions sont les suivantes :

- Conseiller le Gouvernement sur les enjeux du numérique et d'intelligence artificielle, et éclairer le débat public
- Participer à la définition des positions de la France en Europe et à l'international
- Émettre des avis et des recommandations de manière indépendante

Du point de vue du CIANum, **faire des choix technologiques, c'est aussi faire des choix de société**. Son travail mobilise à la fois les savoirs scientifiques, les enjeux économiques, les réalités du terrain et les attentes des citoyens afin d'orienter ses priorités.

Alors que le CIANum est en train de définir son programme de travail pour l'année à venir, cette consultation visait à recueillir les priorités et préoccupations des citoyens sur le numérique et l'intelligence artificielle, afin de guider ses travaux.

Les résultats de cette consultation serviront de base à l'élaboration des avis et recommandations du CIANum pour l'année 2026.



Recueillir les priorités des Français pour guider le programme du CIANum



Consultation ouverte au public
du 9 décembre au 12 janvier 2026



Consultation proposée par le
Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique (CIANum)

Chiffres de participation



Nombre de participants

6 122 participants



Genre

57 % d'hommes

42 % de femmes



Âge

19 % de moins de 35 ans

39 % de 35-55 ans

20 % des plus de 55 ans



Catégorie de répondants

45 % de cadres

13 % d'employés et de professions intermédiaires

6 % d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise

6 % d'étudiants

5 % de retraités

0,4 % d'ouvriers

0,25 % d'agriculteurs

22 % ne se prononcent pas



Départements les plus représentés

Paris

Nord

Hauts-de-Seine

Rhône

Haute-Garonne

Méthode d'analyse

Cette synthèse a été réalisée par le **Centre interministériel de la participation citoyenne** (CIPC) en prenant en compte l'ensemble des contributions reçues dans cette consultation.

Sur les questions fermées (à choix unique ou multiple), les experts du CIPC ont mesuré les écarts de réponse **en fonction des informations de profil** des répondants (genre, âge, catégorie socio-professionnelle) pour en déduire les différences de perception sur les technologies numériques et l'IA.

Sur les contributions spontanées (questions ouvertes et champs « Autre : précisez votre réponse »), les experts se sont appuyés sur **l'Assistant IA interministériel**, technologie souveraine en cours d'expérimentation dans les services de l'État, pour identifier les thématiques et les propositions les plus récurrentes sur chaque question. Une relecture humaine est systématiquement réalisée pour vérifier les formulations et répartitions proposées.

Les contributions spontanées peuvent comporter plusieurs thématiques ou propositions : la somme des thématiques identifiées sur certaines questions peut donc être supérieure à 100%.

La **synthèse en un regard** permet d'avoir un aperçu global des résultats.



La synthèse en un regard (1/3)

1 Des citoyens ambivalents vis-à-vis des technologies numériques et de l'intelligence artificielle

Alors qu'une partie des participants expriment de la **curiosité** ou de l'**enthousiasme** à l'égard de ces technologies, l'autre moitié fait état de son **anxiété** et de son **indignation**.

Ces sentiments mériteraient d'être distingués entre les technologies numériques, plus consensuelles, et l'intelligence artificielle qui suscite plus d'angoisse et de crainte. Les participants appellent à agir avec **précaution** dans le développement de cette innovation.

2 Une source d'inquiétude pour les plus jeunes et les professions intermédiaires

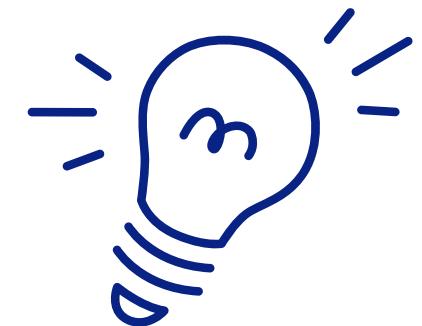
Les participants ont un **rapport contrasté** aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle, tant du point de vue personnel que professionnel.

Alors que les **cadres** et les **personnes âgées** ont un rapport plus apaisé à ces technologies, les **jeunes**, les **employés** et les **ouvriers** expriment davantage leur inquiétude, en particulier sur les **mutations du travail**.

3 Une menace pour la démocratie parmi d'autres facteurs

3 participants sur 4 estiment que les technologies numériques et l'intelligence artificielle représentent un **danger pour la démocratie**, même si certains parmi eux **relativisent cette menace** par rapport à d'autres enjeux : concentration des médias, polarisation de la vie publique, accroissement des inégalités, ingérences étrangères, etc.

Les autres répondants estiment que ces technologies peuvent aussi représenter une **opportunité pour notre démocratie** : accès renforcé à l'information, participation citoyenne plus transparente, optimisation des ressources publiques, etc.



La synthèse en un regard (2/3)

4 Un besoin urgent de sensibiliser et former les citoyens au numérique

Les participants considèrent que la priorité est d'**éduquer les citoyens** aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle, afin de répondre aux **mutations dans l'éducation** et sur le **marché du travail**.

Selon eux, il s'agit de la **principale mission que devrait jouer l'État** en la matière (58%), suivie de près par la régulation du secteur (54%) et le soutien aux entreprises françaises et européennes (54%).

5 La souveraineté européenne comme prérequis au développement d'un modèle plus éthique

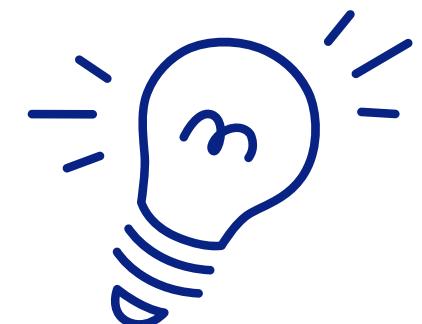
Afin de respecter les principes éthiques considérés comme fondamentaux par les participants (**respect de la vie privée, transparence et non-discrimination des algorithmes**), les citoyens appellent à créer les conditions d'une **véritable souveraineté numérique en Europe** (développement d'une infrastructure indépendante aux GAFAM, financement de plateformes et d'outils européens, création de normes juridiques, etc.).

Les participants rappellent, dans de nombreuses contributions, la nécessité de créer une **IA souveraine** indépendante des États-Unis et de la Chine pour respecter ces principes éthiques.

6 Des participants inquiets de l'impact environnemental du numérique

Une large majorité de participants considèrent l'impact environnemental des technologies numériques et de l'intelligence artificielle comme **particulièrement préoccupant**.

La France et l'Europe devraient, selon eux, promouvoir un modèle numérique **conciliant innovations technologiques et sobriété numérique**.



La synthèse en un regard (3/3)

7 Des enjeux économiques et sociaux à traiter à égalité dans les travaux du CIANum

Les **enjeux économiques** (en priorité : dépendance à l'égard des acteurs étrangers, mutations du travail, protection des droits des utilisateurs et de la concurrence) et les **préoccupations sociétales** (en priorité : fiabilité de l'information, impact environnemental et mutations dans l'éducation) devraient être traités au même niveau par le CIANum.

8 Des travaux pédagogiques, transparents et orientés vers la décision

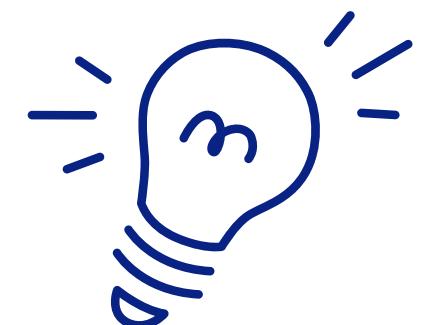
Les citoyens attendent du CIANum des **éclairages courts et pédagogiques** pour éclairer le débat public sur certains développements, mais aussi des **guides pratiques pour les citoyens**.

Ils souhaitent également que le CIANum développe des **recommandations concrètes pour les décideurs** (évolutions réglementaires ou législatives prêtes à l'emploi par exemple).

9 Une forte attente en matière de débat public sur les enjeux du numérique et de l'IA

Tout au long de la consultation transparaît le besoin de **débattre plus largement** des technologies numériques et de l'intelligence artificielle pour garantir la maîtrise de leur développement et de leur usage dans la durée.

Au-delà d'une association directe des citoyens à ses travaux, les participants invitent le CIANum à surtout faire preuve de transparence **en publiant systématiquement ses rapports**, et en assurant sa **pluridisciplinarité** et son **indépendance** à l'égard des acteurs politiques et privés.

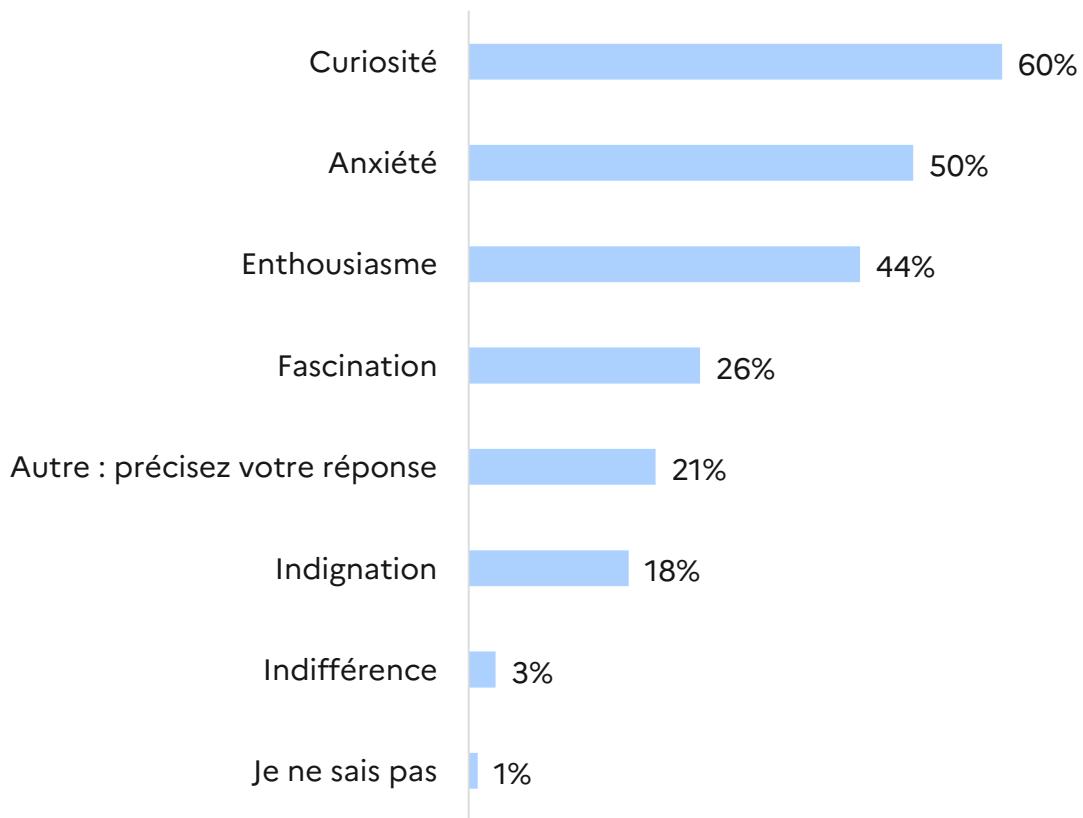


Détail des contributions

Sentiment des citoyens sur le numérique et l'intelligence artificielle

Pour vous le développement des technologies numériques et de l'intelligence artificielle est synonyme de... (1/2)

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Les technologies numériques et l'intelligence artificielle suscitent des **sentiments ambivalents** chez les citoyens.

Si la majorité des participants expriment des **sentiments positifs** en évoquant de la **curiosité** ou de l'**enthousiasme**, d'autres évoquent aussi des **sentiments négatifs forts** : **anxiété** pour près de la moitié d'entre eux et **indignation** pour une minorité de répondants. Les adjectifs employés dans les contributions « autre : précisez votre réponse » sont encore plus forts (voir page suivante).

Résultats en fonction du profil des répondants

Les **hommes se projettent plus positivement** que les femmes dans le développement des technologies numériques et de l'intelligence artificielle : ils expriment plus d'enthousiasme, avec un écart significatif de +16%, et de fascination.

Les **jeunes sont plus anxieux** que les personnes âgées à l'égard du numérique et de l'IA : 61% des 18-25 sont inquiets contre 45% des plus de 65 ans.

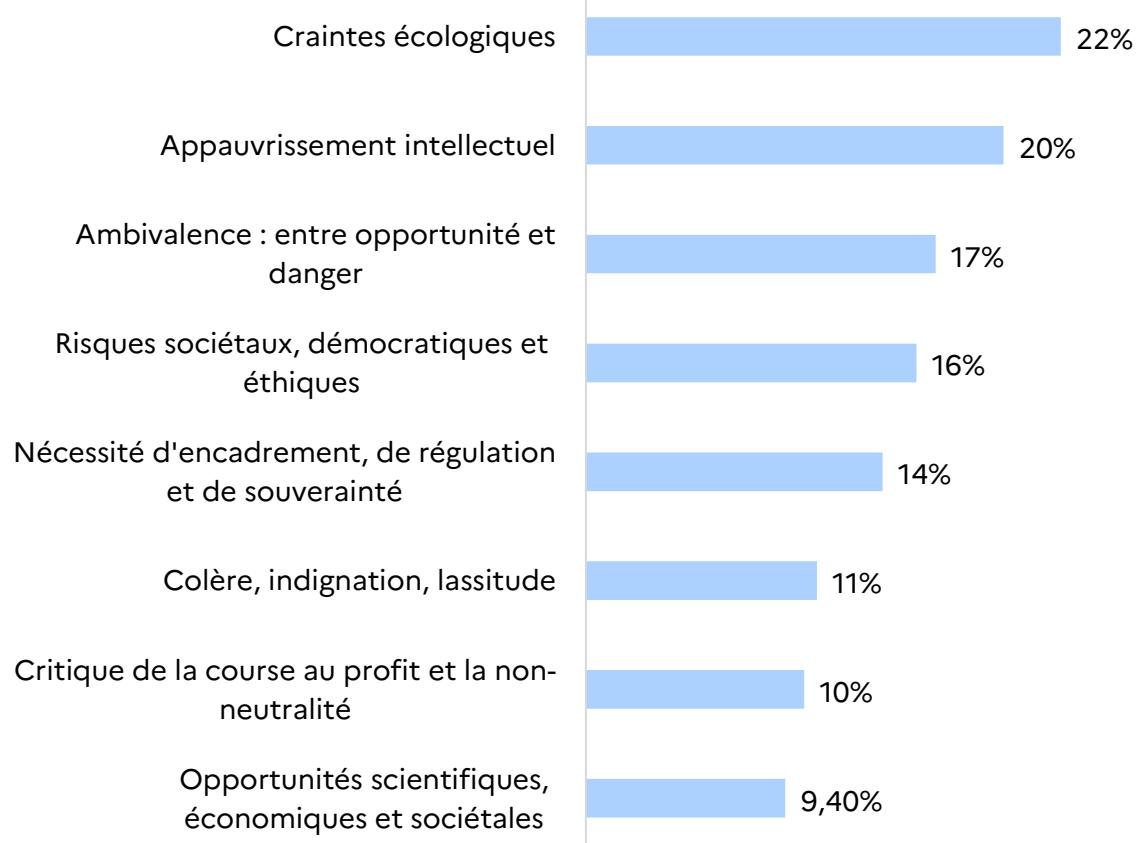
Les **populations urbaines** manifestent aussi plus d'enthousiasme que les populations rurales en y voyant des bénéfices plus concrets sur leur emploi ou leurs habitudes personnelles.

Enfin, il existe également un écart structurant (+15%) **entre les cadres supérieurs, plus enthousiastes** à l'égard de l'IA et du numérique, et les autres catégories socio-professionnelles plus inquiètes.

Pour vous le développement des technologies numériques et de l'intelligence artificielle est synonyme de... (2/2)

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »

21 % des réponses - 949 contributions



À retenir

Parmi les contributions « Autre : précisez votre réponse », 1 participant sur 5 considère que le développement des technologies numériques et de l'intelligence artificielle est synonyme de **craintes écologiques et énergétiques**. Elles sont associées à une **consommation excessive de ressources** (énergie, eau, métaux rares) et à l'**incompatibilité avec les limites planétaires**.

Le reste des contributions présente des synonymes en majorité négatifs à l'égard des technologies numériques et de l'intelligence artificielle qui sont perçus comme des **menaces pour la démocratie**, la **vie privée**, et même la **survie de l'humanité**. Elles sont accusées de **réduire l'autonomie humaine**, **d'appauvrir l'esprit critique**, et de **déshumaniser** les relations sociales. La dépendance aux écrans, la perte de compétences, et la « paresse cognitive » sont souvent évoquées.

D'autres participants expriment de la **défiance** envers les acteurs privés (GAFAM), les gouvernements, et les promesses technologiques. Les contributions dénoncent l'**opacité**, les **conflits d'intérêts** et l'**absence de transparence** dans le développement de ces outils.

Une minorité de participants expriment de l'**enthousiasme qui ne doit pas empêcher la vigilance**, soulignant que ces technologies peuvent être à la fois **utiles** (médecine, recherche, efficacité) et **dangereuses** (dérives, dépendance, perte de contrôle). Certains participants ont en revanche un regard différent à propos des technologies numériques, recueillant plus d'enthousiasme que l'intelligence artificielle.

Les citoyens sont en attente d'un **débat démocratique** en la matière et exigent plus de **transparence** et de **souveraineté**.

Pour vous, les technologies numériques et l'intelligence artificielle, c'est plutôt...

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Les participants ont un **rappart contrasté** aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle, tant du point de vue personnel que professionnel.

Les technologies numériques et l'intelligence artificielle apparaissent comme une **opportunité professionnelle** avant tout chez les **chefs d'entreprise**, les **cadres** et les **36-55 ans**.

Au contraire, il s'agit d'une **source d'inquiétude professionnelle** chez les **ouvriers**. Paradoxalement, ils estiment davantage que les technologies numériques et l'intelligence artificielle sont aussi une **opportunité personnelle**.

Il s'agit à la fois d'une **source d'inquiétude personnelle et professionnelle** chez les plus **jeunes**.

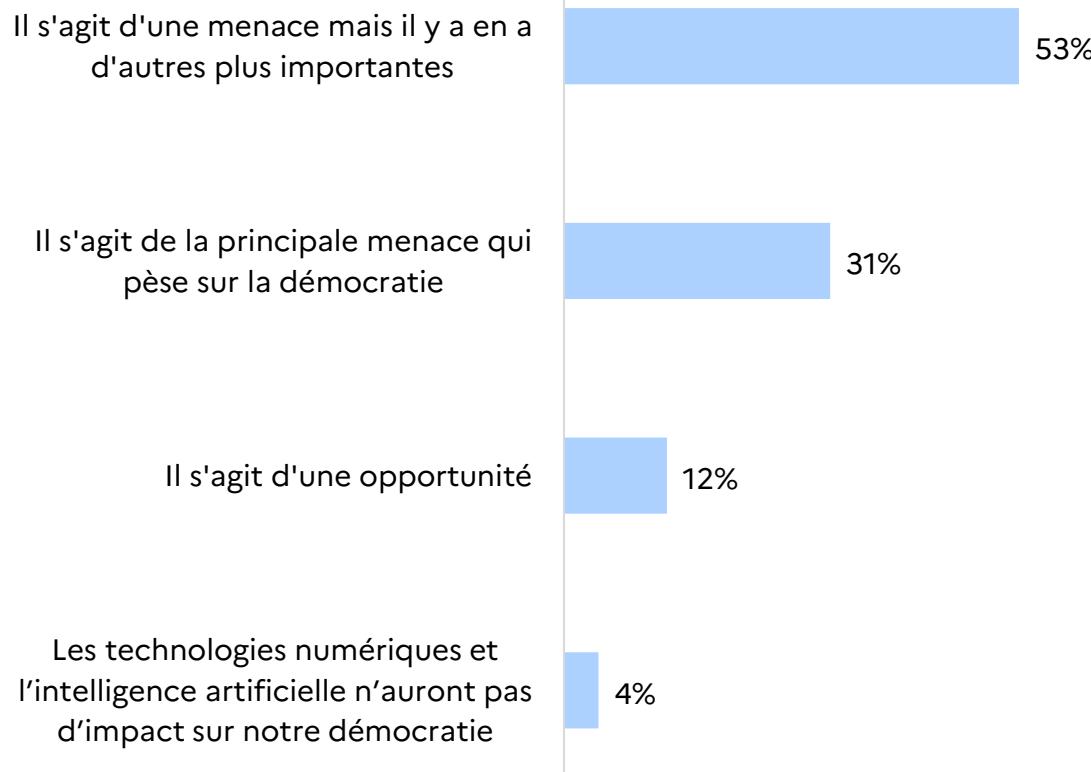
Des résultats similaires à ce que pensaient les citoyens il y a deux ans

Ils ont été interrogés sur leur sentiment vis-à-vis de l'intelligence artificielle générative en 2023 (consultation : [L'IA, quelles priorités ?](#)). Il en ressortait que :

- Environ 1 participant sur 2 considère l'IA générative comme une opportunité professionnelle
- Plus d'1 participant sur 3 considère qu'il s'agit même d'une opportunité personnelle
- Au contraire, environ 1 participant sur 3 exprime que l'IA générative est une source d'inquiétude personnelle et professionnelle

Selon vous, quelles conséquences auront les technologies numériques et l'intelligence artificielle sur notre démocratie ?

Question fermée – Une seule réponse possible



À retenir

3 participants sur 10 pensent que les technologies numériques et l'intelligence artificielle sont la principale menace pour notre démocratie .

Parmi les autres menaces plus importantes qui pèseraient sur la démocratie, la moitié des répondants évoquent la **désinformation et concentration des médias**, la montée des extrêmes et la **polarisation de la vie publique**, ainsi que l'affaiblissement de l'**esprit critique** et de la culture. 1 participant sur 3 évoque les **inégalités sociales**, les **ingérences étrangères** et la **crise climatique**.

Parmi les raisons pour lesquelles les technologies numériques et l'intelligence artificielle seraient une **opportunité**, les participants évoquent un **accès renforcé à l'information** (vulgarisation instantanée, automatisation du fact-checking, accès au savoir, etc.), un gain pour la **participation citoyenne** (analyse des contributions, vote en ligne sécurisé), une **modernisation de l'action publique** (optimisation des ressources, automatisation des tâches administratives) ou encore une **opportunité économique dans certains secteurs** (environnement, santé).

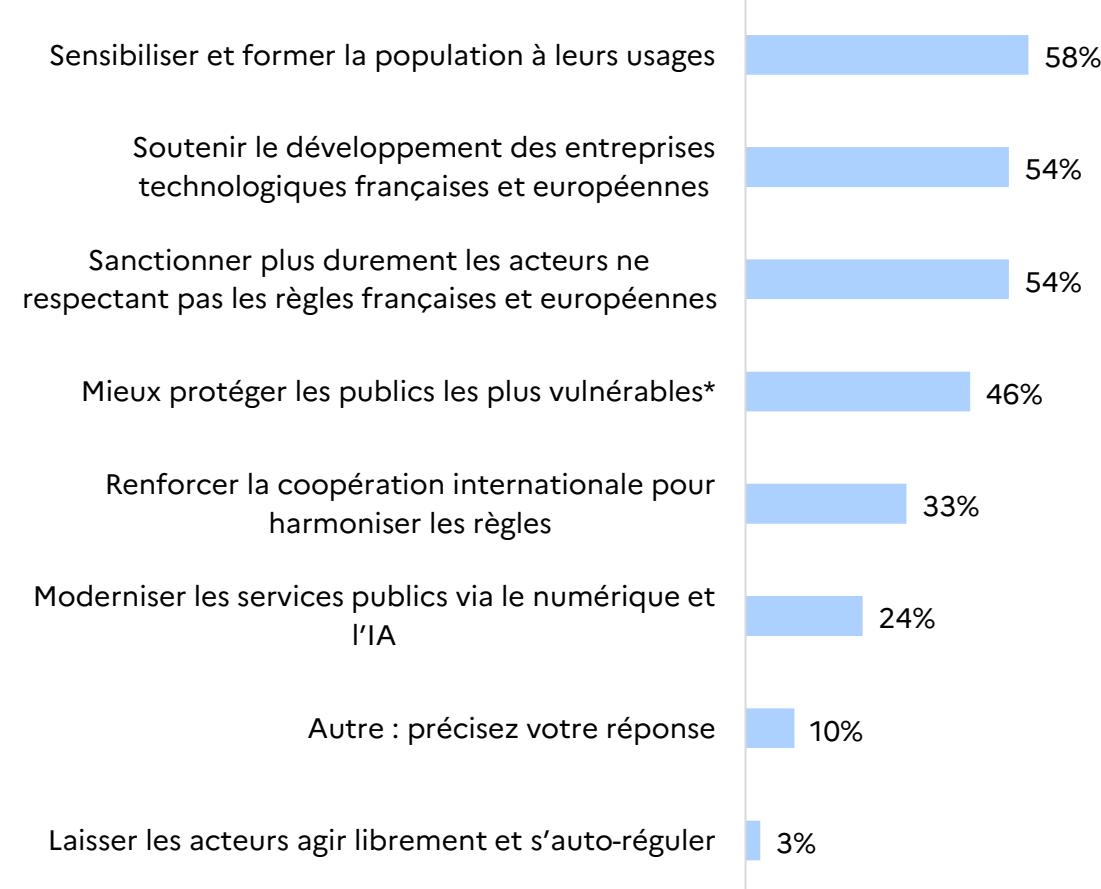
Résultats en fonction du profil des répondants

Le numérique est davantage perçu comme une **opportunité** pour la démocratie **par les hommes** que par les femmes (+ 5%).

Le **clivage générationnel** est encore plus clair avec une inquiétude vis-à-vis de la démocratie qui décroît avec l'âge : les jeunes sont plus inquiets que les personnes âgées.

D'après vous, l'État devrait avant tout... (1/2)

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Les participants présentent une **opinion contrastée** sur le rôle que l'État pourrait jouer sur les technologies numériques et l'intelligence artificielle.

S'ils sont une large majorité à demander la **sensibilisation et la formation de la population à leurs usages**, ils sont aussi nombreux à souhaiter que l'État **soutienne le développement des entreprises technologiques françaises et européennes**, et **sanctionne plus durement les acteurs** qui ne respectent pas nos règles.

Les participants refusent, dans leur grande majorité, à faire confiance aux acteurs pour s'auto-réguler.

Les contributions « autre : précisez votre réponse » sont détaillées à la page suivante.

Résultats en fonction du profil des répondants

Les **femmes attendent davantage que l'État protège les publics les plus vulnérables** tandis que les hommes pensent que l'État devrait avant tout soutenir les entreprises et moderniser les services publics.

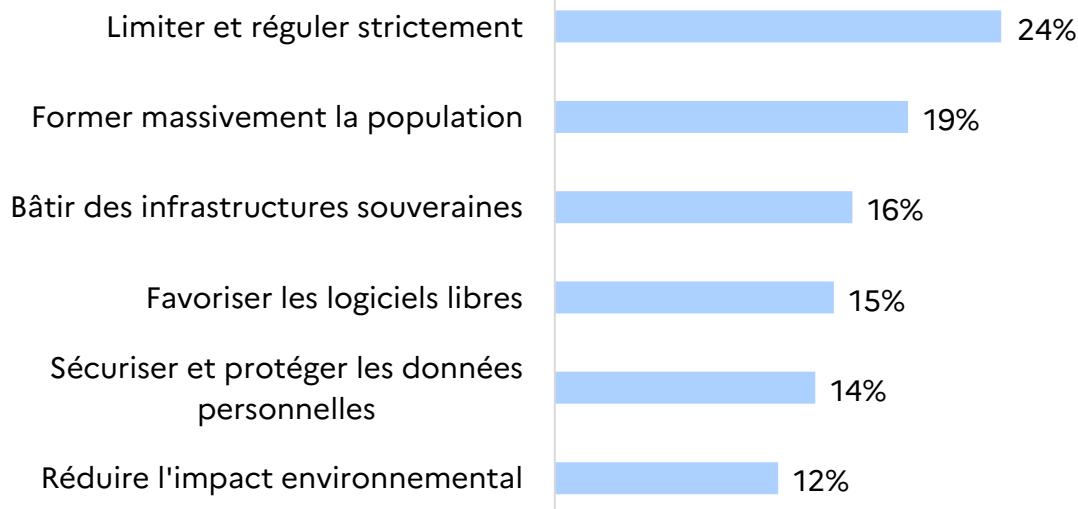
Cette distinction se retrouve **entre les plus jeunes qui attendent plus d'encadrement** et les plus âgés qui demandent plus de modernisation et de développement.

Les **cadres ont également plus d'entrain à soutenir les entreprises et moderniser les services publics** que le reste des professions.

D'après vous, l'État devrait avant tout... (2/2)

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »

10 % des réponses - 602 contributions



À retenir

Parmi les contributions « « Autre : précisez votre réponse », 1 participant sur 4 appelle l'État à **limiter et réguler strictement** le développement des technologies numériques et de l'intelligence artificielle. Certains appellent à **instaurer un moratoire sur les IA génératives** et à **créer une autorité de sûreté indépendante**.

1 participant sur 4 estime que l'État devrait avant tout **former les Français** au fonctionnement de ces outils, corroborant le choix d'une large majorité de participants (58%) sur les options proposées sur cette question.

Le reste des contributions fait référence à des « **garde-fous** » pour un développement raisonnable de ces outils : **disposer d'infrastructures et de standards français ou européens**, réduire la **dépendance aux géants américains ou chinois**, promouvoir les **logiciels open-source**, **protéger les données** des citoyens, etc.

Enfin, les contributeurs soulignent l'empreinte énergétique de l'IA et demandent des **mesures d'écologie, de frugalité** et de limitation des data-centers.

Quelques contributions citoyennes

Pour vous le développement des technologies numériques et de l'intelligence artificielle est synonyme de...

« Mes réponses sont différentes selon la catégorie. Technologies numériques hors IA : curiosité, enthousiasme, fascination. IA : enthousiasme, anxiété, indignation. » - **Une femme vivant dans le Nord**

« Mes sentiments sont contradictoires. Je pense que les possibilités sont très intéressantes, mais des conditions restent à remplir impérativement pour une utilisation sereine. » - **Un homme vivant dans l'Ain**

D'après vous, l'État devrait avant tout...

« Créer un organisme de sûreté indépendant pour évaluer la dangerosité des modèles et interdire le déploiement des modèles dangereux. » - **Une femme vivant en Haute-Garonne**

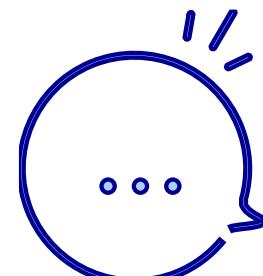
« Il ne faut pas restreindre les acteurs de l'IA et les laisser libres de développer de nouvelles idées. La régulation doit intervenir pour limiter les abus, pas pour limiter la créativité. » - **Un homme vivant dans l'Hérault**

Selon vous, quelles conséquences auront les technologies numériques et l'intelligence artificielle sur notre démocratie ?

« L'IA et les technologies numériques ne sont que des moyens. Les principales menaces sont les comportements criminels, les confrontations des grandes puissances, l'exploitation humaine et les inégalités, les idéologies, la paresse intellectuelle, le déni par rapport au changement climatique et l'absence de vision positive à long terme et de volonté pour changer les choses. » - **Un homme vivant dans l'Essonne**

« Ce ne sont pas les technologies qui sont menaçantes, ce sont les usages que les humains en font. Il faut accompagner et cadrer leurs usages. Il faut soutenir une politique d'inclusion numérique ambitieuse pour y parvenir. » - **Une femme vivant dans le Gers**

« Elle va permettre de libérer les personnes de tâches répétitives, elle va permettre de d'aller beaucoup plus loin dans l'assistance aux personnes (en médecine, en recherche...), elle pourra aussi être mise en œuvre pour trouver de nouvelles solutions technologiques au service de la planète et du climat, pour peu que l'on maîtrise les impacts sur l'environnement et la souveraineté. » - **Une femme vivant dans les Bouches-du-Rhône**

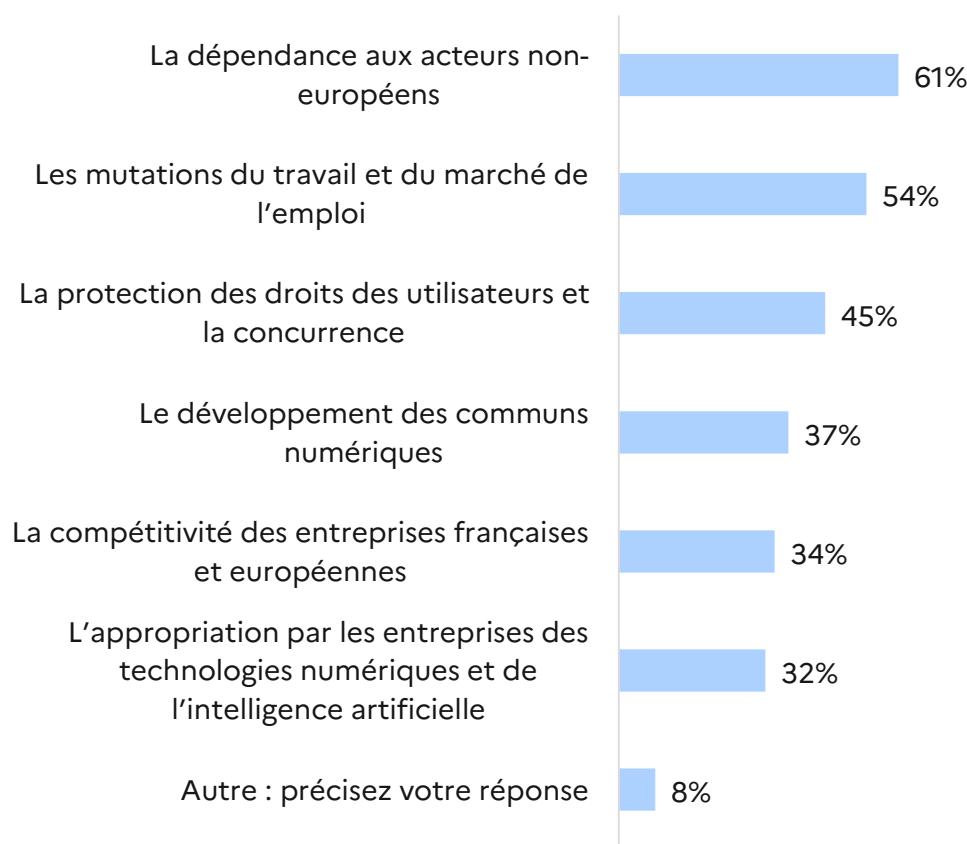


Détail des contributions

Transformations économiques

Parmi les enjeux économiques, quels sont pour vous les trois sujets que le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique devrait traiter en priorité l'année prochaine ?

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Les participants pensent que la **dépendance aux acteurs non-européens**, les **mutations du travail** et du marché de l'emploi, ainsi que la **protection des droits des utilisateurs et de la concurrence** sont les sujets prioritaires que le CIANum devra traiter l'année prochaine.

Cette priorisation est cohérente avec les contributions des questions précédentes, les participants soulignant maintes fois les **enjeux de formation et de souveraineté** à l'égard des technologies numériques et de l'IA.

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »

Dans les contributions « autre », les participants insistent sur la nécessité de **renforcer la compétitivité de nos entreprises** tout en garantissant une souveraineté technologique face aux géants étrangers.

La **formation massive de la population** (élèves, salariés, fonctionnaires) à l'IA et au numérique est également perçue comme un levier économique et social majeur.

Les citoyens expriment enfin une **forte préoccupation pour l'empreinte écologique** de l'IA et du numérique, et appellent à intégrer la sobriété dans les stratégies économiques.

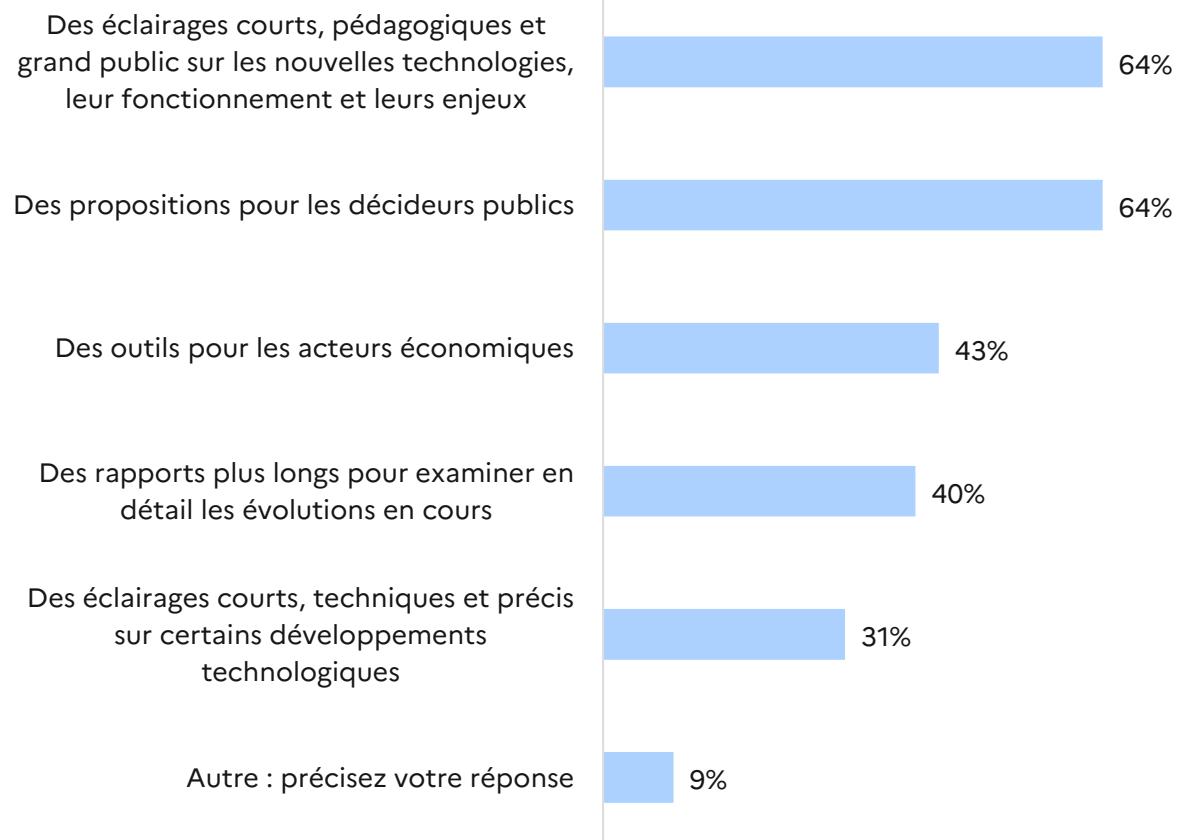
Résultats en fonction du profil des répondants

Les **femmes** priorisent davantage les **enjeux d'emplois et de protection des droits** (+12%) tandis qu'une plus forte proportion d'**hommes** favorisent les **questions de souveraineté et les communs numériques** (+7%).

Les **mutations du travail** sont également perçues comme plus prioritaires **chez les jeunes**, de même que **chez les employés et les professions intermédiaires** (+15%). Les **cadres** priorisent la question de la **dépendance aux acteurs non-européens** (+15%).

Sur les sujets économiques, vous attendez du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique qu'il propose en priorité...

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Près de 2 participants sur 3 attendent du CIANum qu'il propose, sur les sujets économiques, des **éclairages courts et grand public sur les nouvelles technologies**, ainsi que des **propositions pour les décideurs publics**.

Moins de la moitié des participants attendent des outils pour les acteurs économiques ou des rapports détaillés sur les évolutions en cours.

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »

Parmi les autres attentes, les participants évoquent le **développement d'une infrastructure numérique européenne et souveraine**, ainsi que la **mise en place de lignes rouges**, d'interdictions claires, et des propositions de sanctions en cas de non-respect de la protection des données ou les biais algorithmiques : une confusion semble opérer entre les prérogatives du Gouvernement et celles du CIANum qui est une autorité indépendante de la puissance publique.

Ils estiment également que le CIANum devrait se pencher sur la **prise en compte de l'impact environnemental** du numérique et de l'intelligence artificielle (énergie, eau, ressources minérales).

Ils souhaitent également une implication du CIANum dans la **formation du grand public** et le **développement de partenariats public-privé innovants**.

Certains participants expriment leurs craintes sur la **légitimité du Conseil**, ainsi que sur les **biais pro-industrie ou pro-technologie**, et une **demande de moins d'études** et plus d'actions concrètes.

Quelques contributions citoyennes

Parmi les enjeux économiques, quels sont pour vous les trois sujets que le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique devrait traiter en priorité l'année prochaine ?

« L'accessibilité numérique pour tous les publics, notamment ceux en situation de handicap numérique qui dépasse de loin le handicap classique. » - **Un homme vivant en Loire-Atlantique**

« La lutte contre des situations de monopole ou de dépendance à des entreprises devenues incontournables. » - **Un homme vivant en Haute-Garonne**

« Le chômage de masse qui risque d'être induit par l'arrivée de l'IA en remplacement de postes. » - **Une femme vivant dans la Drôme**

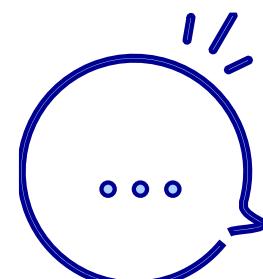
Sur les sujets économiques, vous attendez du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique qu'il propose en priorité...

« Des analyses pointues, fondées, détaillées, raisonnées, qui traitent en particulier les risques, accompagnées de synthèses pour prendre connaissance des points fondamentaux. » - **Une femme vivant dans les Yvelines**

« Des alternatives fiables et sécurisées aux géants américains qui ont le quasi-monopole. Il faut que ces outils soient aussi performants afin de favoriser leur utilisation. » - **Un homme vivant en Corrèze**

« De la rigueur intellectuelle, face au peu de discernement des acteurs publics (CNIL y compris) sur ces sujets, qui laissent primer les intérêts économiques privés à l'encontre de l'intérêt général. » - **Un homme vivant les Bouches-du-Rhône**

« Une vraie stratégie de développement des outils d'IA pour la France et l'UE. Et les moyens en regard qui ne vont pas seulement aux grandes entreprises qui ont par, le passé, avorté nos chances (ex : Atos). » - **Une femme vivant dans l'Isère**

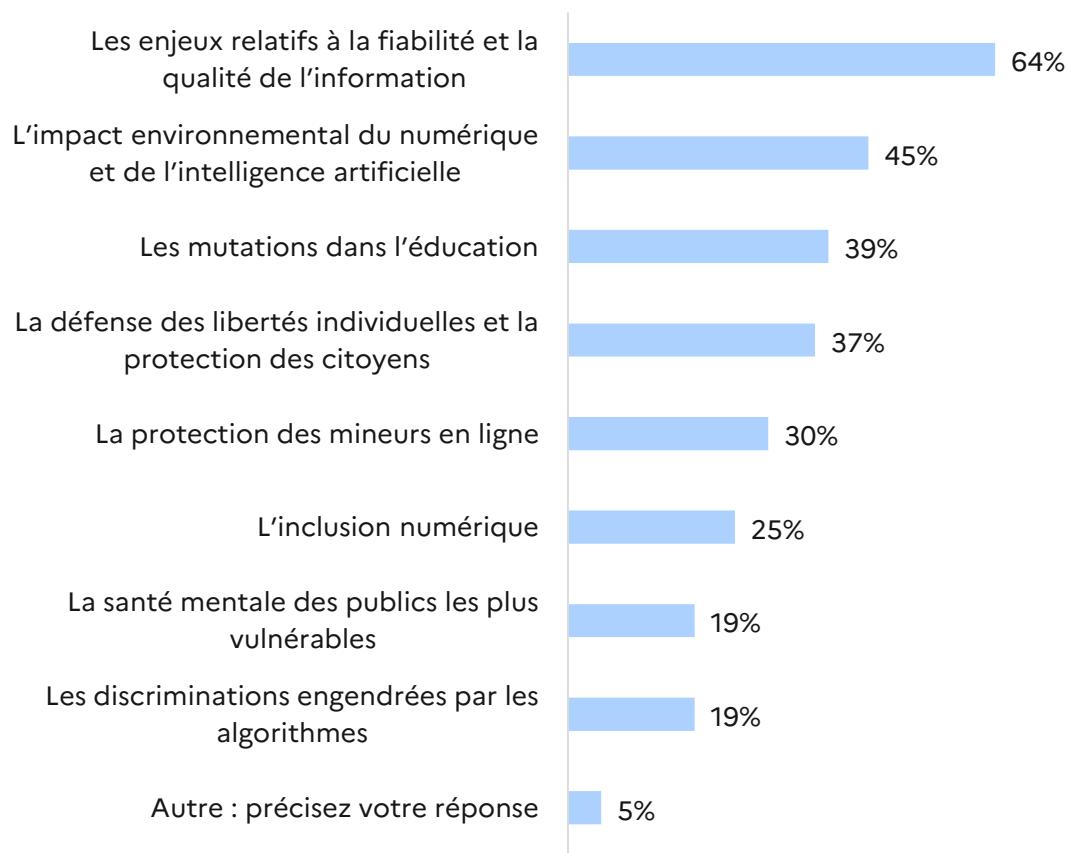


Détail des contributions

Préoccupations sociétales

Parmi les enjeux de société, quels sont pour vous les trois sujets que le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique devrait traiter en priorité l'année prochaine ?

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Parmi les enjeux de société, ceux **relatifs à la fiabilité et la qualité de l'information** devraient être traités en priorité par le CIANum selon environ 2 participants sur 3.

Presque la moitié des participants préconise que le Conseil traite, en priorité, **l'impact environnemental** du numérique, devant les **mutations dans l'éducation et la défense des libertés individuelles** (environ 1 participant sur 3).

Les autres enjeux de société (protection des mineurs, inclusion, santé mentale, biais algorithmiques) sont toutefois priorisés par au moins 1 participant sur 5.

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »

Parmi les autres sujets prioritaires, les participants évoquent **l'adaptation des compétences aux mutations professionnelles**, mais aussi les **enjeux démocratiques** derrière le développement des technologies numériques (notamment la nécessité d'organiser un débat public en la matière), ainsi que **le droit d'auteur** et **l'appauvrissement créatif ou culturel** qui serait provoqué par l'IA générative.

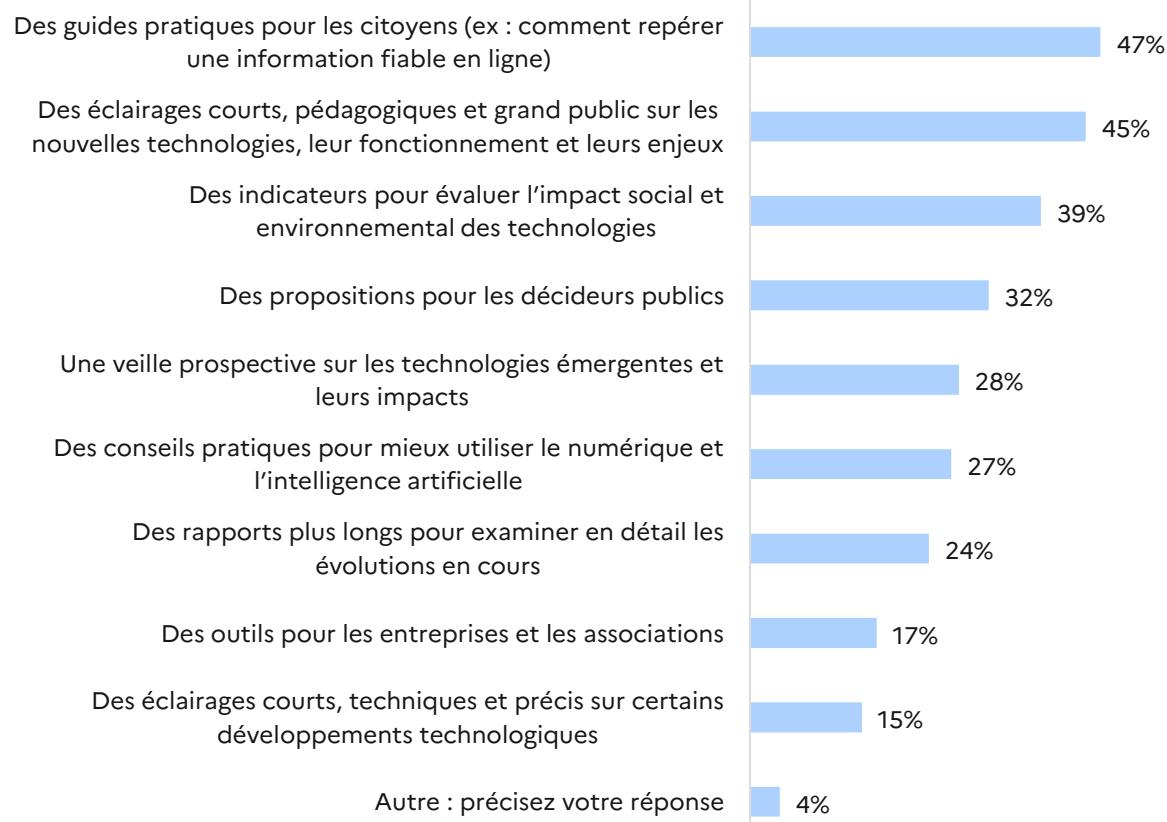
Résultats en fonction du profil des répondants

Tandis que la fiabilité de l'information est consensuelle parmi tous les profils de répondants, les **femmes** priorisent davantage **l'impact environnemental** et **la protection des mineurs** (+ 10%).

Les **jeunes** soulignent également l'importance des **enjeux écologiques** par rapport aux **séniors** qui priorisent plutôt **l'inclusion numérique**.

Sur les sujets sociétaux, vous attendez du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique qu'il propose en priorité...

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Près de la moitié des participants attendent du CIANum qu'il propose en priorité des **guides pratiques pour les citoyens**, ainsi que des **éclairages courts et grand public** sur les nouvelles technologies.

Une part importante de répondants attendent également du CIANum des **indicateurs pour évaluer l'impact social et environnemental** des technologies.

Environ 1 contributeur sur 3 estime que le CIANum présente en priorité des **propositions pour les décideurs publics**.

Les participants ont finalement des **attentes similaires** concernant le CIANum **sur les sujets économiques et sociétaux**.

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »

Parmi les autres attentes, les participants attendent que le CIANum **accompagne l'éducation nationale** dans la formation des jeunes avec un accent sur l'esprit critique et les alternatives au tout-numérique.

Ils souhaitent que le CIANum **propose des lois** pour mieux encadrer ces outils, **prouve des outils souverains**, open source et respectueux des droits des usagers et **organise des débats publics** sur le sujet.

Quelques contributions citoyennes

Parmi les enjeux de société, quels sont pour vous les trois sujets que le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique devrait traiter en priorité l'année prochaine ?

« Les enjeux éducatifs doivent couvrir à la fois les modes d'éducation mais aussi l'éducation aux outils et usages numériques, à leur maîtrise, au développement des outils, aux algorithmes. » - **Une femme vivant les Hauts-de-Seine**

« Tous ces sujets sont importants et aucun ne devrait être dépriorisé par le Conseil sous prétexte de manque de moyens. » - **Un homme vivant le dans le Nord**

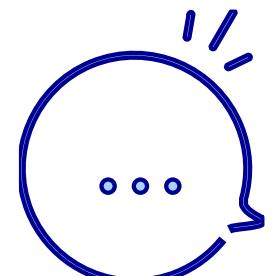
« Les mutations économiques. Des licenciements et investissements trop rapides d'entreprises qui reviennent en arrière ensuite. Il faudrait de véritables audit en amont de la pertinence des outils. » - **Une femme vivant à Paris**

Sur les sujets sociétaux, vous attendez du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique qu'il propose en priorité...

« Des rapports détaillés et équilibrés, appuyés sur la recherche, à l'image du rapport "à la recherche du temps perdu" afin de réellement informer les citoyens des enjeux et conséquences de l'IA. » - **Une femme vivant dans le Tarn**

« La mise en place d'une convention citoyenne de l'IA (similaire à celle pour le climat) pour prendre des mesures face au développement de l'IA. » - **Un homme vivant en Dordogne**

« Des propositions de loi pour légiférer sur de nombreux aspects et encadrer le développement et les usages de l'IA. » - **Une femme vivant en Haute-Vienne**

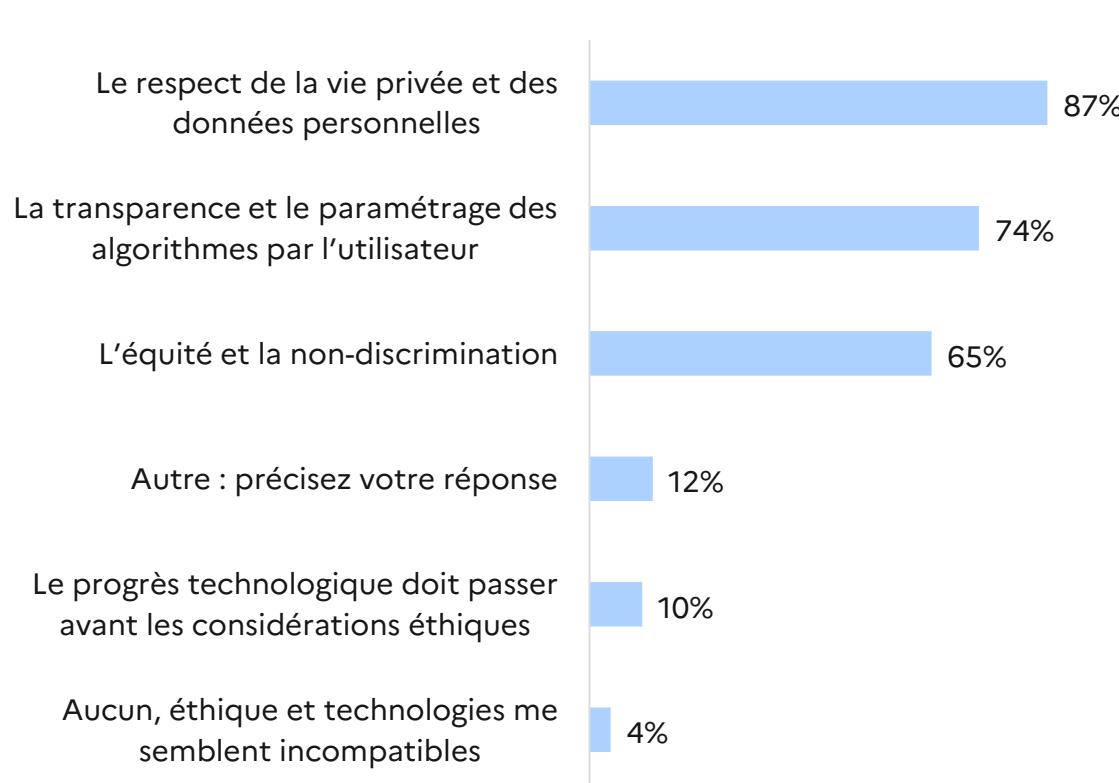


Détail des contributions

Pour un numérique inclusif et
responsable

Quels principes devraient guider le développement des technologies numériques en France ? (1/2)

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



À retenir

Les participants sont presque tous attachés au **respect de considérations éthiques** dans le développement des technologies numériques en France : seul 1 participant sur 10 estime que le progrès technologique doit passer avant les considérations éthiques.

Une écrasante majorité de participants pensent que le **respect de la vie privée et des données personnelles** est un principe qui devrait guider le développement des technologies numériques en France.

Près de 3 participants sur 4 priorisent Les contributions « autre : précisez la **transparence et le paramétrage des algorithmes** par l'utilisateur, ainsi que **l'équité et la non-discrimination** des outils numériques.

votre réponse » sont détaillées à la page suivante.

Résultats en fonction du profil des répondants

Une part plus importante de **femmes** met en valeur **l'équité et la non discrimination** comme principe éthique (+11%).

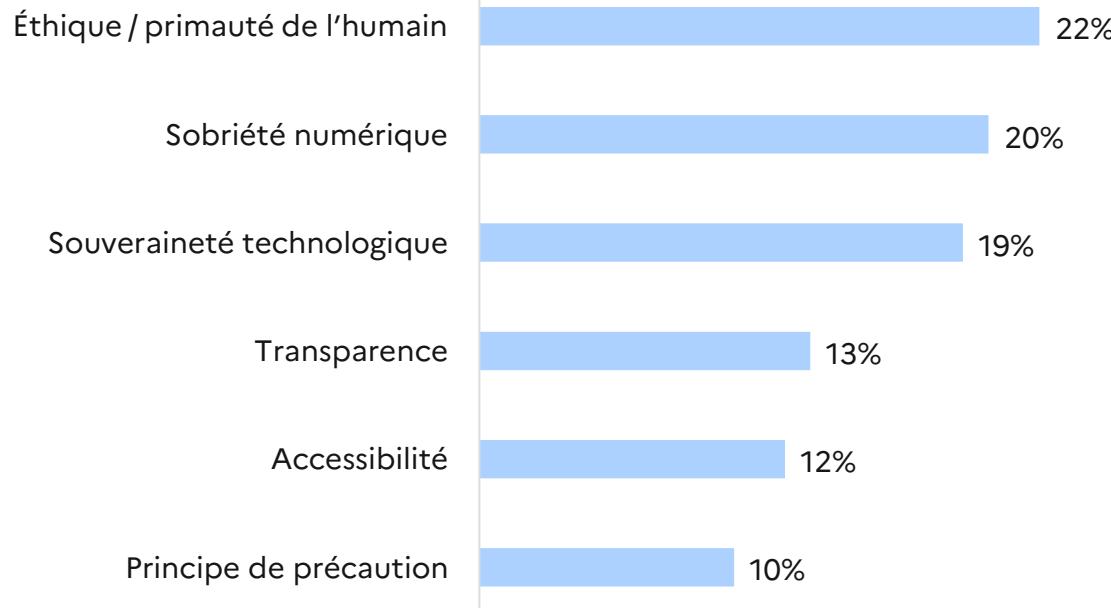
L'âge n'est pas un facteur déterminant dans le choix des principes éthiques qui devraient guider le développement des technologies numériques et de l'IA.

Une proportion légèrement plus importante de **cadres favorise le progrès technologique** par rapport aux considérations éthiques.

Quels principes devraient guider le développement des technologies numériques en France ? (2/2)

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »

12% des réponses - 688 contributions



À retenir

Parmi les contributions « Autre : précisez votre réponse », une majorité des participants réclament que le développement numérique soit placé **sous le respect de la dignité humaine et que la protection des personnes prime sur tout progrès technologique.**

Les contributions soulignent aussi la **contrainte écologique** : réduction de l'empreinte carbone, frugalité, éco-conception et limitation de la consommation d'énergie et de ressources.

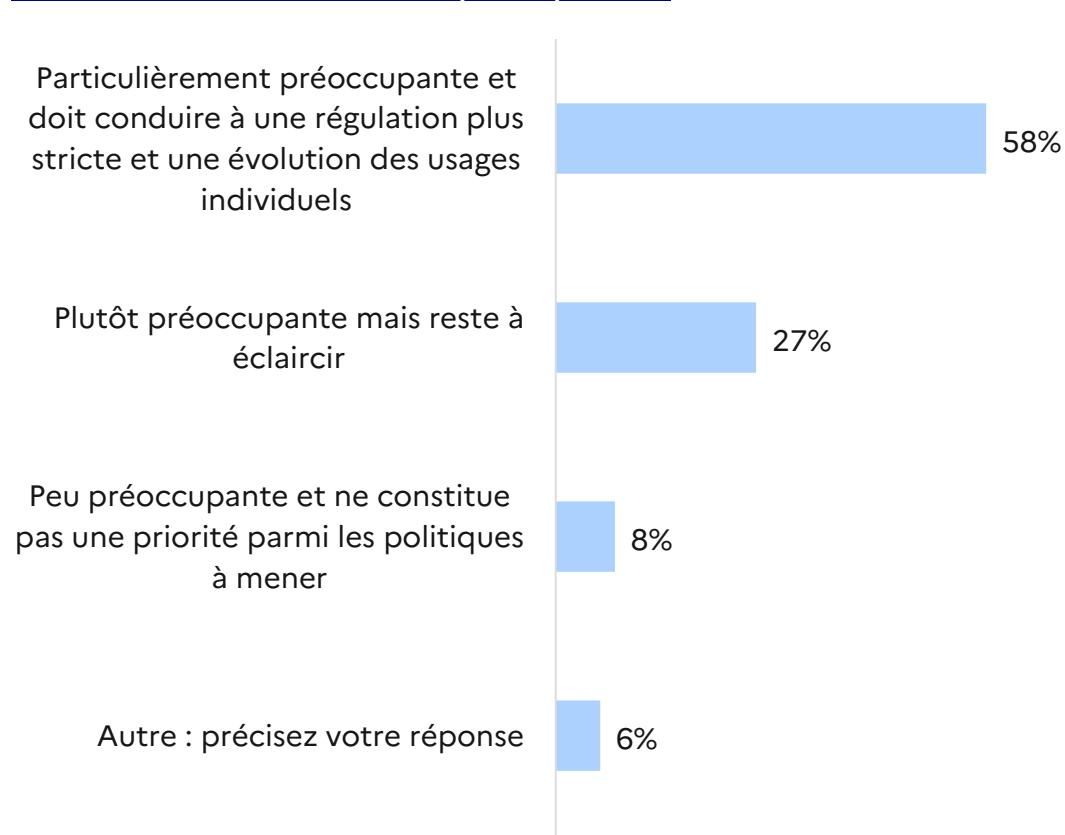
De nombreux intervenants insistent sur la nécessité d'une **souveraineté numérique française et européenne** : production locale, maîtrise des infrastructures, indépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers.

La **transparence des algorithmes, la traçabilité des données** et la mise en place de **mécanismes de contrôle** (comités, audits) sont jugées indispensables pour la confiance citoyenne.

Plusieurs participants appellent à ne déployer aucune technologie tant que son innocuité n'est démontrée : **le principe de précaution doit guider la législation.**

Pour vous, la question de l'impact environnemental des technologies numériques et de l'intelligence artificielle est... (1/2)

Question fermée – Une seule réponse possible



À retenir

Une majorité de participants considèrent la question de l'impact environnemental des technologies numériques et de l'intelligence artificielle comme **particulièrement préoccupante**.

Environ 1 participant sur 3 considère que cette question est **plutôt préoccupante** mais reste à éclaircir.

Cependant, 1 participant sur 5 **relativise les préoccupations environnementales** du numérique par rapport à d'autres secteurs d'activité (transports, industries, etc.). Ce serait avant tout aux entreprises et aux pouvoirs publics de se responsabiliser.

Les contributions « autre : précisez votre réponse » sont détaillées à la page suivante.

Résultats en fonction du profil des répondants

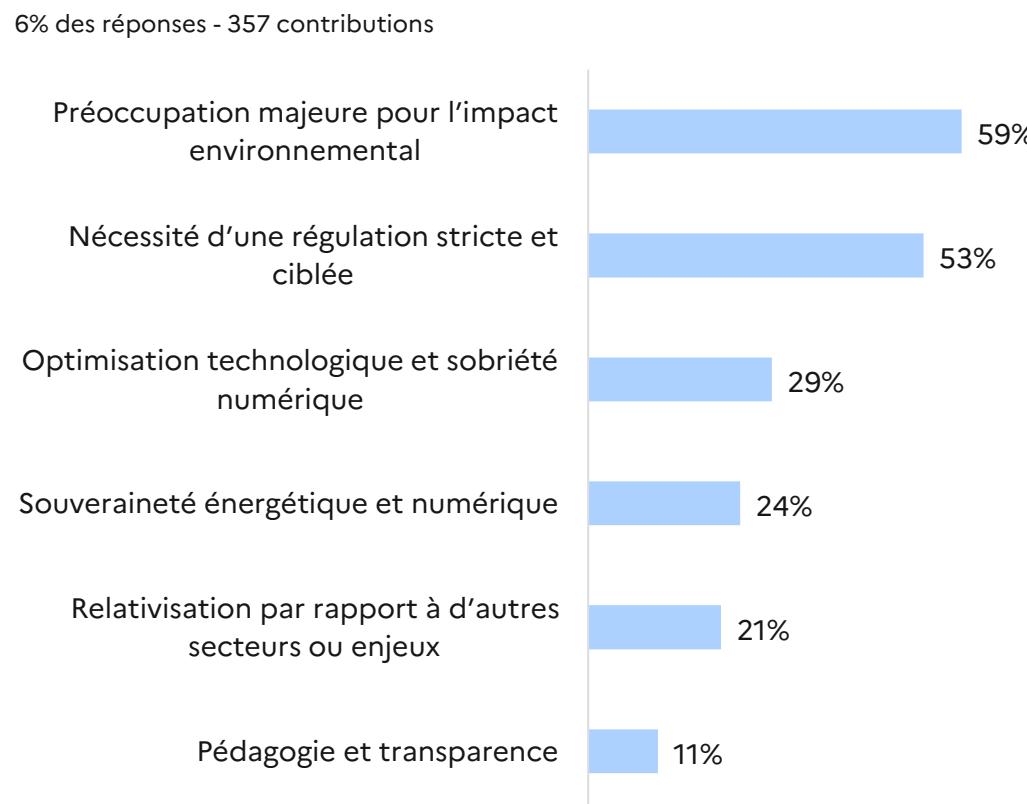
Le clivage est très marqué **en fonction du genre** : +15% des femmes considèrent qu'il s'agit d'un enjeu particulièrement préoccupant.

Les jeunes expriment davantage **l'urgence écologique** que les personnes plus âgées qui en ont une perception plus tempérée.

L'impact environnemental est considéré comme **peu préoccupant** par davantage d'**artisans et de commerçants** (environ +5%).

Pour vous, la question de l'impact environnemental des technologies numériques et de l'intelligence artificielle est... (2/2)

Détail des contributions « Autre : précisez votre réponse »



À retenir

Parmi les contributions « Autre : précisez votre réponse », une écrasante majorité de réponses expriment une inquiétude forte, souvent qualifiée de "**catastrophique**", "**extrêmement préoccupante**" ou "**dramatique**". L'impact environnemental du numérique et de l'IA est perçu comme un enjeu urgent, parfois existentiel.

La **demande de régulation** est massive (la moitié des réponses) mais avec une insistance sur le **ciblage des entreprises** et des usages professionnels.

1 contribution sur 3 souligne la nécessité de **développer des technologies plus sobres**, de réutiliser la chaleur des data centers et d'innover pour réduire l'empreinte environnementale. L'idée d'une "**IA frugale**" ou d'une "**sobriété numérique**" est souvent citée comme une piste concrète, voire comme une **opportunité pour la France de se positionner comme leader d'une IA responsable**.

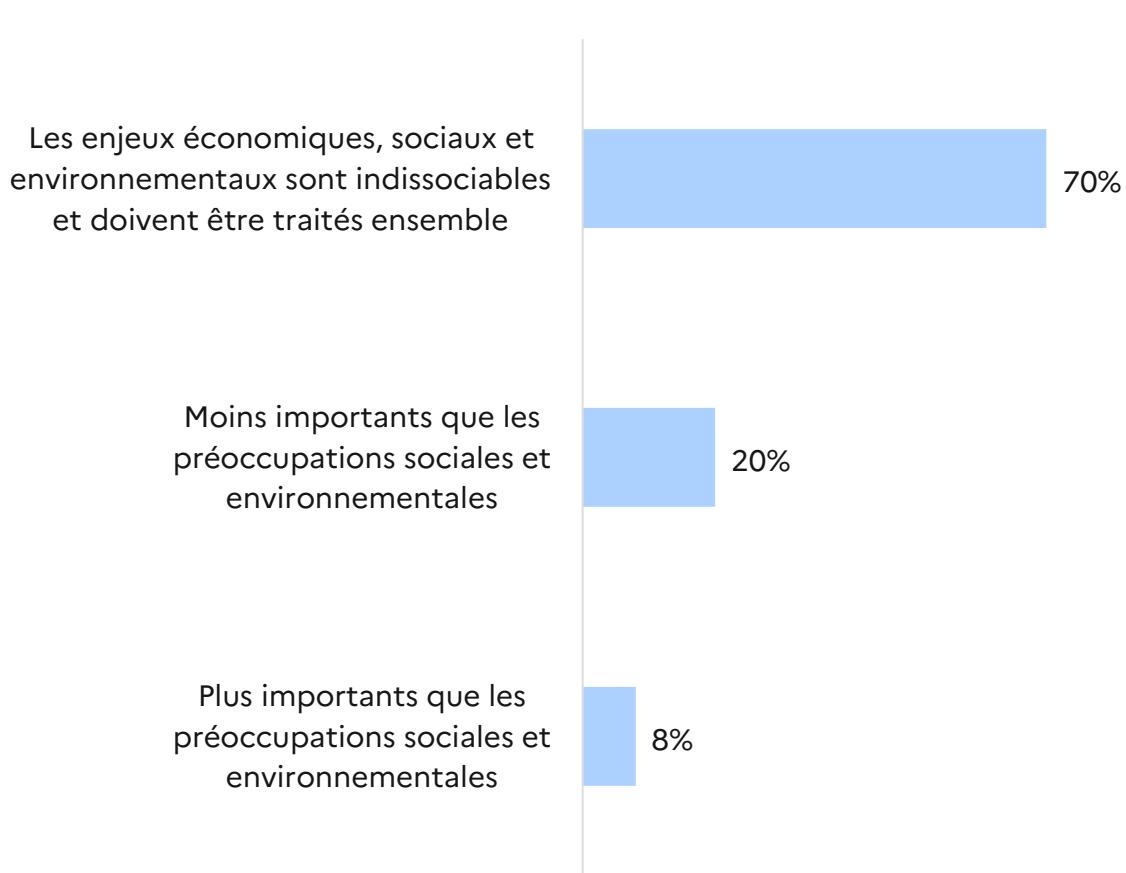
1 contribution sur 4 lie la question environnementale à celle de la **souveraineté**, notamment énergétique (nucléaire) et numérique (ne pas dépendre des USA/Chine).

Mais 1 participant sur 5 **relative l'impact du numérique** en le comparant à d'autres secteurs (aéronautique, charbon, transport maritime) ou enjeux (désinformation, perte de contrôle de l'IA, risques sociaux).

Un nombre non négligeable de contributions appelle à une **meilleure information des citoyens**, à la transparence des acteurs, et à une pédagogie autour de ces enjeux, plutôt qu'à une régulation perçue comme punitive.

Pour vous, les enjeux économiques liés aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle sont...

Question fermée – Une seule réponse possible



À retenir

Plus de 2 participants sur 3 pensent que les enjeux économiques et sociaux liés aux technologies numériques et à l'intelligence artificielle se valent.

Mais 1 participant sur 5 privilégie les préoccupations sociales et environnementales aux enjeux économiques alors que moins d'1 personne sur 10 pense l'inverse.

Ce résultat traduit l'ambivalence que les participants ont exprimé dans les précédentes questions.

Bien qu'ils appellent à **faire preuve de prudence** à l'égard des technologies numériques et de l'intelligence artificielle, les participants **restent attentifs à la compétitivité** de nos entreprises et à la souveraineté numérique du pays.

Résultats en fonction du profil des répondants

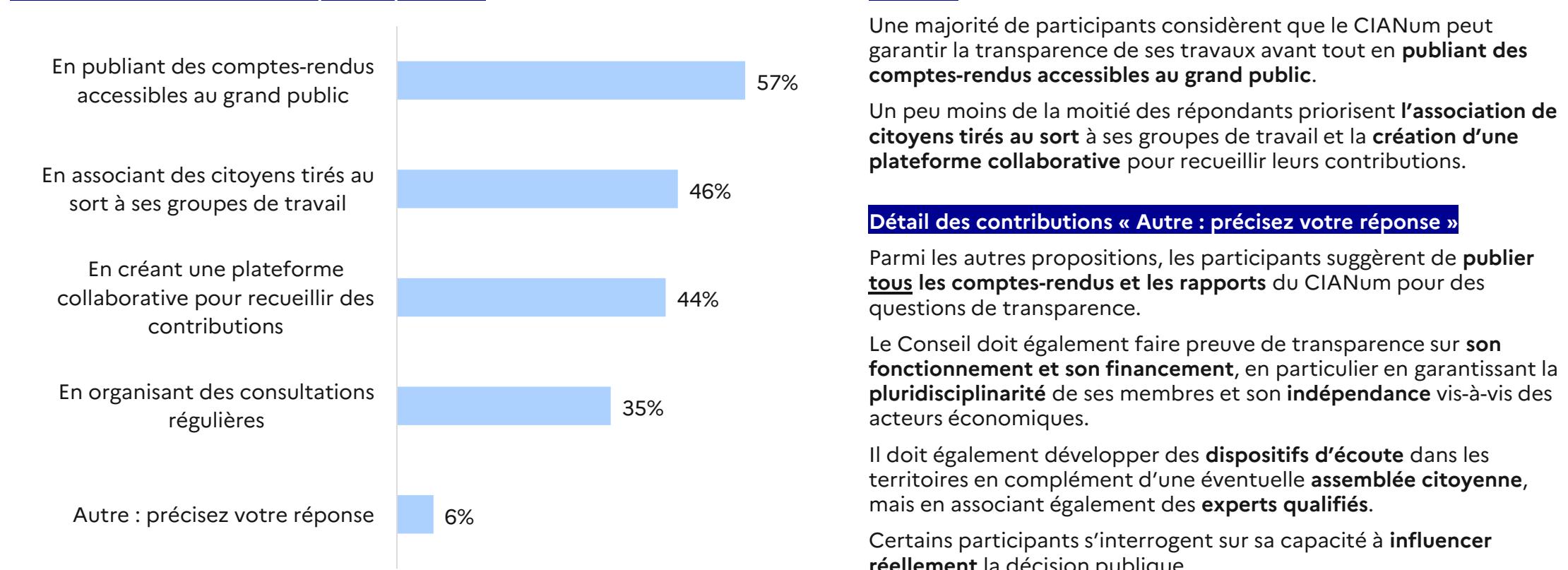
Une part plus importante de **femmes** (+9%) considère que les **enjeux sont indissociables** tandis qu'une part plus importante d'hommes pense que les enjeux économiques sont plus importants (+7%).

Pour les **jeunes**, les **enjeux sociaux et environnementaux** sont davantage prioritaires, alors que les séniors pensent qu'il s'agit de problèmes indissociables.

Il n'y a pas d'écart significatif en fonction de la catégorie socio-professionnelle.

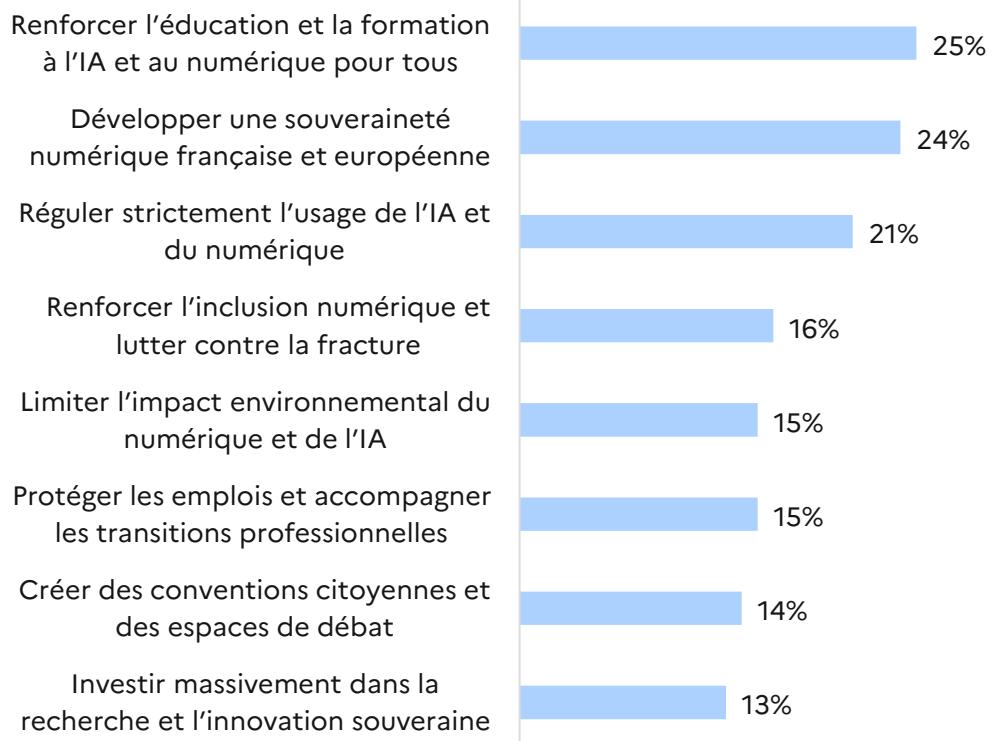
Selon vous, comment le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique peut-il garantir la transparence de ses travaux et l'implication des citoyens dans ses réflexions ?

Question fermée – Plusieurs réponses possibles



Souhaitez-vous nous partager d'autres remarques, idées, ou un sujet non-abordé sur lequel le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique devrait se pencher ?

Question ouverte - Principales idées recueillies



À retenir

1 contribution sur 4 souligne l'**appauvrissement des capacités cognitives et la dépendance aux outils numériques**, surtout chez les jeunes. L'IA est perçue comme un risque pour l'apprentissage, la créativité et la pensée critique. L'éducation et la formation sont présentées comme des leviers essentiels pour permettre aux citoyens, aux élèves et aux professionnels de maîtriser les outils numériques et l'IA, tout en **développant un esprit critique**. Les contributions insistent sur l'intégration de ces enjeux dans les programmes scolaires et la formation continue.

1 participant sur 4 exprime également une inquiétude majeure face à la **dépendance de la France et de l'Europe vis-à-vis des GAFAM et de la Chine**, perçue comme une menace pour l'autonomie décisionnelle, la sécurité des données et la compétitivité économique. Les contributeurs appellent à une **souveraineté renforcée**, notamment via le développement d'alternatives européennes et françaises, et une régulation stricte des acteurs étrangers.

Plus d'1 participant sur 5 appelle à mettre en place des **lois contraignantes pour encadrer l'IA** (transparence, responsabilité, sanctions), **interdire certains usages** (éducation, désinformation), et protéger les données personnelles. Ces contributions entrent en écho avec le désir de **respecter des principes éthiques** dans le développement du numérique et de l'IA.

L'exclusion des **publics fragiles** (seniors, personnes en situation de handicap, enfants) est soulignée comme un risque majeur. Les contributions demandent un accompagnement renforcé, notamment vis-à-vis des **métiers en danger** à cause l'IA, et le maintien de services non numériques dans les territoires.

Une part importante de participants souhaite enfin que cette démarche de participation citoyenne ne soit pas la seule au sujet du numérique et l'IA : certains aimeraient participer à des **conventions citoyennes**, des **débats publics**, ou sur des plateformes collaboratives pour s'impliquer dans les décisions.

Quelques contributions citoyennes

Souhaitez-vous nous partager d'autres remarques, idées, ou un sujet non-abordé sur lequel le Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique devrait se pencher ?

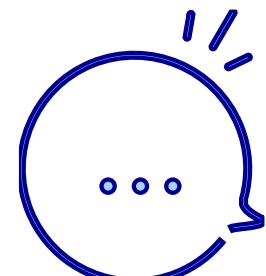
« Convaincre les pouvoirs publics et fonds d'investissements d'investir massivement dans nos technologies françaises et d'utiliser la clause de privilégier les offres nationales dans les procédures d'appels d'offres comme cela se fait partout ailleurs dans le monde. Il en va de notre souveraineté et du maintien de notre économie et de nos emplois. » - **Une femme vivant dans les Pyrénées-Atlantiques**

« L'accessibilité pour les publics en situation de handicap est encore un sujet mal investi par les développeurs. Votre question sur l'accessibilité ne fait d'ailleurs pas mention de ces publics. Le cadre juridique est pourtant clair. » - **Une homme vivant en Ille-et-Vilaine**

« À travers un formulaire, c'est difficile. L'organisation de débats serait plus approprié ; pas des café IA mais de vrais débats où les acteurs de l'inclusion et la médiation seraient représentés afin d'entendre leurs besoins, ce sont eux qui sont en première ligne il est temps de les associer plus largement. » - **Une femme vivant dans la Drôme**

« Le Conseil devrait se pencher sur la mise en place d'une vraie filière locale de logiciels libres souverains (développés avec les communautés du libre, possiblement avec des fonds publics) et la mise en place d'infrastructures publiques pour leur exploitation (serveurs, stockage, ...). » - **Profil non renseigné**

« Il serait pertinent que le Conseil réfléchisse à la manière d'intégrer des praticiens de terrain dans ses travaux. Des personnes utilisant l'IA de façon intensive et quotidienne, hors cadres académiques classiques, peuvent apporter une vision concrète et structurée. J'ai consacré plus de 1 000 heures à ces usages et serais prêt à contribuer. » - **Un homme vivant en Haute-Garonne**



Ce rapport a été réalisé par les équipes de
la Direction interministérielle de la transformation publique.

Janvier 2026



Découvrez l'action de la DITP sur modernisation.gouv.fr